



JOURNÉE NATIONALE

à la mémoire des victimes
des crimes racistes et antisémites
de l'État français et
d'hommage aux « Justes » de France

Dimanche 21 juillet 2019

Square de la Place des Martyrs juifs du Vélodrome d'Hiver
Quai de Grenelle – Paris 15^e

« Le 16 juillet 1942,
la France, patrie de Lumières,
patrie des Droits de l'Homme, terre
d'accueil, terre d'asile, la France ce jour-là
accomplissait l'irréparable. Manquant
à sa parole elle livrait ses protégés
à leurs bourreaux. Nous conservons
à l'égard des déportés juifs de France
une dette imprescriptible. »

Jacques Chirac, le 16 juillet 1995
au Vélodrome d'hiver.

N'oublions jamais

LES JUSTES AU PANTHÉON

Le 18 janvier 2007, dans la crypte du Panthéon, le Président de la République Jacques Chirac, sur une proposition de Simone Veil, donnait aux «Justes parmi les Nations» de France une place légitime auprès des grandes figures de notre pays.

Inscription apposée dans la crypte du Panthéon, le 18 janvier 2007.

LE TITRE DE « JUSTE PARMIL LES NATIONS »

Par une loi du 19 août 1953, le jeune État d'Israël crée à Jérusalem l'Institut Commémoratif des Martyrs et des Héros de la Shoah –Yad Vashem–, un nom tiré du Chapitre V du Prophète Isaïe : « Et je leur donnerai dans ma maison et dans mes murs un mémorial (Yad) et un nom (Shem) qui ne seront pas effacés ». Dans le même temps, en reconnaissance, pour les personnes non juives qui, au péril de leur vie, ont aidé des juifs persécutés par l'occupant nazi, il crée la distinction de « Juste parmi les Nations ».

Depuis 1963, une Commission présidée par un Juge de la Cour Suprême de l'État d'Israël est chargée d'attribuer ce titre qui est la plus haute distinction civile de l'État d'Israël.

HOMMAGE DE LA NATION AUX JUSTES DE FRANCE

SOUS LA CHAPE DE HAINE ET DE NUIT TOMBÉE SUR LA FRANCE DANS LES ANNÉES D'OCCUPATION DES LUMIÈRES, PAR MILLIERS, REFUSÈRENT DE S'ÉTEINDRE. NOMMÉS "JUSTES PARMIL LES NATIONS" OU RESTES ANONYMES, DES FEMMES ET DES HOMMES, DE TOUTES ORIGINES ET DE TOUTES CONDITIONS, ONT SAUVÉ DES JUIFS DES PERSÉCUTIONS ANTISÉMITES ET DES CAMPS D'EXTERMINATION. BRAVANT LES RISQUES ENCOURUS, ILS ONT INCARNÉ L'HONNEUR DE LA FRANCE, SES VALEURS DE JUSTICE, DE TOLÉRANCE ET D'HUMANITÉ.



Rémy
Dumoncel.

HISTOIRE DU SAUVETAGE

de Arnold,
Walter et
Henri Lederer

Intervention de
Madame Blandine Orvoën,
petite fille de
Rémy Dumoncel

Lorsqu'éclata la Seconde guerre mondiale, Rémy Dumoncel était maire d'Avon, petite ville à proximité de Fontainebleau.

Directeur des éditions Taillandier, il passait une partie de la semaine à Paris. Il décida de ne publier que des auteurs qui ne collaboraient pas avec les Allemands, et aussi de défendre les auteurs juifs. Engagé dans la Résistance, il cherchait à aider les persécutés, et notamment les Juifs. Il leur fournissait de faux papiers, cartes d'identité, autorisations de circuler et cartes d'alimentation.

Il donna asile à la famille Lederer, des Juifs allemands réfugiés à Strasbourg en 1933 et évacués en Dordogne lorsque la guerre éclata. Il les accueillit dans la propriété de sa mère qui était veuve. Le couple Lederer avait trois fils. L'un deux, Arnold, arriva en Dordogne avec ses beaux-parents, les deux autres, Walter et Henri, engagés dans la Légion étrangère, furent démobilisés après l'armistice en juin 1940 et vinrent rejoindre le reste de la famille.

Madame veuve Dumoncel leur donna aussi du travail. Lorsque Rémy vint rendre visite à sa mère à la fin de l'été 1940, il donna de faux papiers à Henri, « à tout hasard ». La famille Lederer vécut ainsi jusqu'à la Libération en août 1944. Arrêté en 1942 par la gendarmerie locale parce qu'il n'avait pas la nationalité française, Henri fut interné au camp d'internement de Saint-Pardoux-la-Rivière au nord de Périgueux. Il s'en échappa. Sous la fausse identité de Martin Lebel, grâce aux faux papiers que lui avait remis Rémy Dumoncel, il vécut en paix jusqu'à la fin de la guerre.

La Gestapo surveillait le maire d'Avon et l'arrêta le 4 mai 1944 alors qu'il tentait d'obtenir la libération de plusieurs membres du conseil municipal et du secrétaire de mairie, Paul Mathéry, arrêtés par les Allemands. Bien qu'aucune accusation n'eut été formulée contre lui, Rémy Dumoncel fut interné avec ses collègues au camp de Compiègne, puis déporté comme eux au camp de concentration de Neuengamme près de Hambourg, où il mourut d'épuisement le 15 mars 1945.

Le 17 janvier 1985, Yad Vashem, Institut International pour la Mémoire de la Shoah, a décerné à Rémy Dumoncel le titre de Juste parmi les Nations.

LE COMITÉ FRANÇAIS POUR YAD VASHEM



Association loi 1901, créée en 1989, le Comité français pour Yad Vashem remplit plusieurs missions en soutien aux actions de Yad Vashem, Institut International pour la Mémoire de la Shoah, à Jérusalem.

Le Comité œuvre pour la reconnaissance des « Justes parmi les Nations » de France et travaille en partenariat avec les Instances locales, nationales et les élus pour faire connaître leur histoire et honorer leur mémoire.

Il contribue également à la transmission de l'histoire de la Shoah, ainsi qu'à la recherche des noms des victimes assassinées et disparues.

Les actions du Comité reposent sur l'engagement et le travail de bénévoles, qui contribuent au bon fonctionnement et au développement de l'association. Il est représenté sur l'ensemble du territoire par des délégués régionaux, qui assurent notamment l'organisation des cérémonies de remise de médaille et l'animation du « **Réseau Villes et Villages des Justes de France** ».

Ce Réseau, initié dès 2010 au sein du Comité, a pour ambition de réunir les communes ayant nommé un lieu porteur de mémoire – rue, place, allée, jardin, square, stèle... – et d'aider celles qui veulent en ériger pour perpétuer le souvenir des « Justes parmi les Nations », ces femmes et ces hommes qui, au cours de la seconde guerre mondiale, au péril de leur vie, ont sauvé des Juifs en s'opposant aux persécutions antisémites nazies et à l'État français de Vichy.

Ces communes développent des actions mémorielles et pédagogiques pour faire connaître l'histoire de leurs Justes et transmettre aux jeunes générations les valeurs de solidarité, de courage et d'humanité portées par ces héros ordinaires. Dans les situations les plus dramatiques, ils ont prouvé que l'être humain peut s'opposer au pire.

Au 1^{er} janvier 2019,
27 362 Justes
parmi les Nations
ont été reconnus
dans le monde
dont 4 099 pour
la France.